

Ni juste, ni nécessaire, 64 ans, c'est non !

Mensonge n° 1 : « Si on ne fait pas cette réforme aujourd'hui, on met en péril la solidarité entre générations »

Dans les années 70, il y avait 3 actifs/cotisants pour un retraité ; il n'y en a plus qu'1,7 aujourd'hui. Mais un actif aujourd'hui produit 3 fois plus qu'à l'époque. Les gains de productivité des actifs ont été multipliés par 3. Le problème c'est qu'ils n'ont pas été redistribués vers les actifs mais vers le capital.

Mensonge n°2 : « C'est une réforme juste, notamment pour les femmes »

Et bien, non. Les femmes sont plus impactées que les hommes par son projet de réforme. Avec cette réforme, les femmes devront repousser l'âge auquel elles prennent leur retraite de façon plus importante que les hommes (plus huit mois pour les femmes de la génération 80 mais 4 mois pour les hommes). Avec un salaire inférieur à celui des hommes, elles auront toujours une pension inférieure.

Mensonge n°3 : « C'est une réforme juste, notamment pour les seniors »

En 2021 moins de la moitié des 61 ans étaient en emploi. 1/4 en retraite, 1/4 sans emploi ni retraite et parmi eux 30 % vivent sous le seuil de la pauvreté. Ce sont essentiellement des personnes touchant le RSA en attendant d'avoir l'âge légal pour toucher leur retraite. Désormais, il leur faudra passer plus longtemps en vivant de prestations sociales avant de pouvoir toucher leur retraite.

Mensonge n°4 : « On vit plus longtemps alors il faut travailler plus longtemps »

Sauf que l'espérance de vie moyenne en bonne santé est de 63 ans pour les hommes , 64 pour les femmes. La vérité c'est que ce projet de réforme va conduire à une retraite en mauvaise santé pour la très grande majorité des personnes. Et encore, l'INSEE relevait en 2018 que 25 % des salarié·es les plus pauvres était déjà décédé à 62 ans. Ce que le gouvernement devrait dire c'est plus il y aura de morts avant l'âge de départ en retraite, moins il y aura de retraites à payer !

Mensonge n°5 : « Le système est déficitaire. Il va manquer 12 milliards alors il faut reculer l'âge de départ en retraite pour maintenir l'équilibre financier ».

C'est oublier de mentionner que depuis des années, les gouvernements successifs n'ont eu de cesse que de baisser la fiscalité des plus aisés et des plus grosses entreprises :

- Suppression de l'ISF : perte de 3 milliards d'euros par an pour les recettes de l'État
- Instauration de la Flat tax sur les revenus financiers : perte de 900 millions par an
- Fraude et évasion fiscales : entre 80 et 100 milliards par an
- Cadeaux fiscaux et aides publiques : environ 160 milliards par an, environ 1/3 du budget de l'État, soit 3 fois plus qu'il y a 20 ans
- Baisse des impôts sur les sociétés entre 2018 et 2022 : 30 milliards
- Réduction des cotisations sociales patronales : + de 350 milliards d'euros depuis 2018
- Niches fiscales : 90 milliards

Le Conseil d'Orientation des Retraites, organisme chargé de veiller à la pérennité du système des retraites précise pourtant que les dépenses sont maîtrisées et que le système n'est pas menacé.

Mensonge n°6 : « Le recul de l'âge de départ en retraite a été validé démocratiquement lors des élections présidentielles ».

Non, ce qui a été validé, c'est de faire barrage à l'extrême droite. D'ailleurs, au soir des élections Macron expliquait qu'il savait que nombre de français·es avaient voté pour lui non par adhésion à son programme mais pour faire obstacle au RN. Aujourd'hui, par ce mensonge, il fait le lit de l'extrême droite.

Mensonge n°7 : « C'est la faute aux régimes spéciaux ! »

Il n'existe pas de régimes spéciaux, il existe des conventions collectives négociées et signées pour compenser les nuisances propres à chaque métier et branche, des conquêtes sociales obtenues de haute lutte (et la plupart du temps, ces régimes spéciaux s'accompagnent de surcotisations)

Mensonge n°8 : « Grâce à la réforme le minimum de pension sera relevé à 1 200 euros »

Euh, seulement pour les salarié·es ayant eu une carrière complète, c'est-à-dire, avec la réforme 43 annuités, au niveau du smic. Ce qui exclut les carrières hachées, beaucoup de femmes et nombre de précaires...

Nous n'en sommes pas dupes, l'objectif du gouvernement n'est ni la pérennisation du système, ni une plus grande justice... son objectif, c'est encore et toujours conduire le plus grand nombre à des sacrifices pour le bénéfice croissant de quelques-uns !!!

Si certains en doutent encore, il suffit de lire les termes de la loi de finances 2023 : le « rétablissement des finances publiques » ou plutôt la poursuite de la baisse des impôts (plus de 8 milliards encore avec la suppression de la CVAE) passera par « des réformes structurelles comme celle de l'assurance chômage et celle des retraites »...

Qui ont donc vocation à générer des économies... CQFD !



Manifestations en Maine-et-Loire

Angers :
Place Leclerc
10 h 00

Cholet :
Rd point de Paris
10 h 30

Saumur :
Place Bilange
10 h

Segré :
Place du Port
16 h

Angers le 30 janvier 2023